

Brochure n° 3007

Accord collectif national

IDCC : 1314. – **MAISONS D'ALIMENTATION
À SUCCURSALES,
SUPERMARCHÉS, HYPERMARCHÉS
(Gérants mandataires)
(7^e édition. – Avril 2003)**

**AVENANT N° 46 DU 10 JANVIER 2005
RELATIF AUX SALAIRES ET CONGÉS PAYÉS**
NOR : *ASET0550429M*
IDCC : *1314*

Article 1^{er}

Objet de l'avenant

Le présent avenant, qui porte le numéro 46, vient modifier les articles 5, 35, 37 et 40 de l'accord collectif national des maisons d'alimentation à succursales, supermarchés, hypermarchés (gérants-mandataires) du 18 juillet 1963 modifié.

Article 2

Minima garantis

Les minima garantis à l'article 5 sont les suivants à compter du 1^{er} juillet 2005 :

- gérance 1^{re} catégorie : 1 315 € par mois ;
- gérance 2^e catégorie : 1 890 € par mois.

Article 3

Congés payés

Dans le 4^e alinéa de l'article 35 « Congés payés », le membre de phrase : « 4 jours après 25 ans » est remplacé par : « 5 jours après 25 ans ».

Article 4

Institutions représentatives des gérants

Dans le *b* du *c* de l'article 37 « Institutions représentatives des gérants », les indemnisations forfaitaires sont modifiées ainsi qu'il suit :

- gérant membre du comité d'établissement : 104 € ;
- délégué gérant : 78 € ;
- délégué syndical gérant : 52 €, 78 €, 104 €, selon qu'il exerce son mandat dans un « établissement succursales... » ; le reste de la phrase sans changement.

Article 5

Indemnisation des gérants participant aux réunions paritaires

Au 1^{er} tiret du *a* de l'article 40 « Indemnisation des gérants participant aux réunions paritaires », le chiffre : « 15 € » par repas principal est remplacé par : « 17 € ».

Article 6

Date d'application

Les dispositions de l'article 2 sont applicables au 1^{er} juillet 2005. Celles de l'article 3 sont applicables aux gérants qui atteindront 25 ans d'ancienneté au moins au cours de la période de référence des congés payés en cours, soit entre le 1^{er} juin 2004 et le 31 mai 2005.

Les dispositions des articles 4 et 5 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2005.

Article 7

Publicité

Le présent accord sera déposé en 5 exemplaires à la direction départementale de l'emploi et de la formation professionnelle, 18, avenue Parmentier, 75011 Paris.

Article 8

Extension

Les parties signataires sont convenues de demander sans délai l'extention du présent accord, la fédération des entreprises du commerce et de la distribution étant chargée des formalités à accomplir à cette fin.

Fait à Paris, le 10 janvier 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Fédération des entreprises du commerce et de la distribution.

Syndicats de salariés :

Fédération générale des travailleurs de l'alimentation, des tabacs et allumettes et des secteurs connexes FO ;

Fédération des services CFDT ;

Fédération agroalimentaire CFE-CGC.